

## ANALYSE

# Charte d'éducation et de formation:

• **Le secteur gros budgétivore, selon le rapport d'évaluation**

• **Les grands défis de l'école de demain**

• **Menace de la fracture numérique**

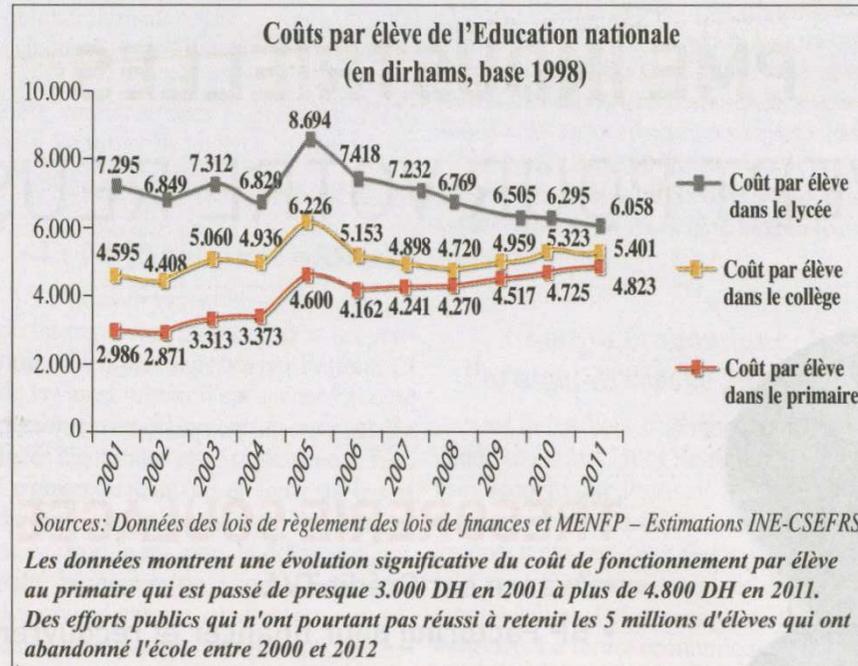
**O**MAR Azziman n'y est pas allé par quatre chemins. Pour le président du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, la Charte d'éducation et de formation n'a pas atteint tous ses objectifs. Mais attention, prévient Omar Azziman, il ne s'agit pas de dire que la Charte est à jeter. Les lacunes portent sur l'application mais la Charte est toujours d'actualité, dit-il. D'où la nécessité de fixer les choix pour accélérer le rythme de la réforme et réaliser le bond qualitatif souhaité. D'ailleurs, les conclusions essentielles du rapport d'évaluation rappel-

lent que l'application de la Charte n'est pas terminée. Certains acquis existent, qu'il s'agira de consolider comme les

cette consolidation doit impliquer une attention particulière au préscolaire, qui constitue une pierre d'achoppement

procéder à «un examen de conscience» sur la question de l'école.

En tout cas, c'est Rahma Bourquia, directrice de l'Instance nationale d'évaluation (INE) au sein du Conseil qui a présenté le rapport analytique de la Charte de 2000 à 2013. Ce document a abordé les ressources financières mobilisées durant la période évaluée, soit entre 2000 et 2013. Le secteur, jugé très budgétivore. En effet, le budget consacré à l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle a augmenté de plus de 37 milliards de DH courants entre 2001 et 2011, passant ainsi de 24,8 milliards de DH à plus de 61,7 milliards. En moyenne, le budget global alloué au système a progressé de 7,15% durant la période de 2001 à 2013. Pourtant, la Charte avait recommandé une hausse moyenne de 5% par an. Rahma Bourquia précise que cette augmentation était plus conséquente entre 2008 et 2012, période de mise en œuvre du programme d'urgence, avec une hausse de 11,1% par an. Le plan d'urgence a été élaboré pour accélérer le processus et apporter un nouveau souffle à la Charte. Cet effort a fortement baissé en 2013 pour s'établir à 56,7 milliards de DH. Le rapport enfonce le clou en rappelant «qu'il n'existe aucun dispositif régulier de suivi au sein des académies, qui soit à même d'informer de façon transparente sur les dépenses et les ressources, comme le prévoient pourtant la Charte et le programme d'urgence». La seule tentative de mise en place d'un Compte national de l'éducation a concerné l'exercice 2003-2004, est-il précisé.



efforts entrepris dans la politique de généralisation afin d'atteindre l'objectif de l'«éducation pour tous». Mais

au sein du système éducatif. De même, l'autonomie des AREF, prévue par la Charte, n'a pas été correctement mise en œuvre. Et comme nous le détaillions dans notre édition n° 4502 du 10 avril dernier, c'est un chantier qui totalise aujourd'hui plus de 3,5 milliards de DH d'arriérés. Omar Azziman a également abordé le contexte de l'évaluation en rappelant le discours royal du 20 août 2013 qui avait établi un premier état des lieux des difficultés que connaît le secteur de l'Education nationale dans son ensemble. Il avait également invité les acteurs à marquer une «halte» et à

